

la lettre

RESACOOOP

54 juillet 2008

PAROLE D'ACTEURS

Afrique Verte: des recettes éprouvées face aux crises alimentaires mondiales

Dernièrement, les « crises alimentaires mondiales » ont fait la une de l'actualité. En effet, l'inflation des produits importés tels que le riz ou le blé a poussé les populations du Burkina Faso dans la rue. Dans les zones urbaines et périurbaines, habituées à consommer des produits importés, les populations sont confrontées à un réel problème de pouvoir d'achat alors que dans les zones rurales où l'alimentation est principalement composée de céréales locales, les prix restent relativement abordables. Le retour à une consommation de produits locaux semble pertinent dans le contexte actuel.

Depuis 1990, Afrique Verte soutient les opérateurs céréaliers du Sahel (Burkina, Mali et Niger) pour que les producteurs vivent de leur travail et approvisionnent l'ensemble de leur pays. Des initiatives de bourses aux céréales facilitent la mise en relation de producteurs céréaliers et de commerçants. L'élaboration de contrats de commercialisation permet la circulation de céréales de qualité entre les zones productrices excédentaires et celles, plus au nord, qui connaissent un déficit de production. Ces bourses semblent aujourd'hui faire école au Sahel, ce qui nous incite à promouvoir la constitution d'un marché sous régional ouvert et d'une filière agroalimentaire dans les pays producteurs afin de relancer durablement la production et ainsi offrir un débouché régulier aux paysans. La transformation de céréales brutes en aliments prêts à l'emploi doit permettre d'approvisionner régulièrement les zones déficitaires rurales et surtout les villes, en réduisant la dépendance vis-à-vis des importations de plus en plus onéreuses, permettant ainsi d'améliorer la sécurité et la souveraineté alimentaire.

Depuis 2005, Afrique Verte a une antenne à Villeurbanne, dont les missions s'articulent autour de l'information et l'éducation au développement auprès du public régional, de la promotion des céréales sahéliennes dans le commerce équitable ainsi que de la mise en relation entre les équi-

pes d'Afrique Verte au Sahel et les partenaires en région Rhône-Alpes. D'autre part, Afrique Verte Rhône-Alpes est partenaire d'Espace Afrique, association de promotion des produits agro-alimentaires africains qui entre autres s'implique aux côtés des producteurs africains pour lever les contraintes qui freinent leurs activités, notamment via la mise aux normes européennes des produits, la recherche d'emballages adaptés, etc.

Actuellement, Afrique Verte Rhône-Alpes mène un projet de « Promotion du commerce équitable des produits céréaliers transformés par les femmes des Hauts Bassins (Burkina Faso) » qui vise à insérer ces produits céréaliers dans les circuits du commerce équitable en Rhône-Alpes, tout en renforçant les effets de la professionnalisation des organisations paysannes et unités féminines à la transformation sur le terrain. C'est en ce sens qu'Afrique Verte Rhône-Alpes s'intègre à la vision d'Afrique Verte International qui soutient de plus en plus activement les petites entreprises de transformation de céréales locales, gérées par les sahéliennes, afin qu'elles puissent répondre au défi actuel: « nourrir les villes au Sahel ».

Pour plus d'informations

Nicolas Lebeurier - Afrique Verte
tél. 01 42 87 06 67

afriqueverte@wanadoo.fr - www.afriqueverte.org

Tatiana Kaboré - Afrique Verte Rhône-Alpes
tél. 06 64 24 14 66 - Kalil_Kouyate@hotmail.com
ou espaceafrique@hotmail.fr

Récemment, la FAO a dénombré plus de 30 pays en crise, où la flambée des prix des denrées de base a entraîné des manifestations et, parfois, a provoqué des émeutes. Au-delà de toutes les causes classiquement évoquées (agrocarburants, changement climatique, accroissement de la demande des pays émergents...), cette situation de crise relève de politiques inadaptées et défavorables à tous les niveaux:

- au niveau international, la réforme des politiques agricoles a eu pour conséquence de déréguler fortement les marchés agricoles ;
- au niveau national, les pressions exercées sur les gouvernements des pays les plus pauvres pour qu'ils allègent leur protection douanière ont pour conséquence un afflux de produits agricoles issus des pays développés ou émergents, souvent subventionnés, au détriment des productions des exploitations paysannes locales ;
- simultanément, sous la bannière de politiques dites de « modernisation » des États, la disparition des services d'appui à l'agriculture a rendu inaccessible à la plupart des petits producteurs des services tels que l'accès aux intrants, aux technologies, aux crédits, à l'assistance technique etc. ;
- cette production alimentaire insuffisante est enfin la conséquence des difficultés d'accès des familles paysannes à certains facteurs de production, en particulier les ressources naturelles comme la terre et l'eau, et de leur dégradation croissante.

Il est donc urgent de repenser la place de l'agriculture dans l'aide publique au développement afin de permettre aux pays du Sud de garantir leur propre souveraineté alimentaire.

Carline MAINENTI

Agronomes et Vétérinaires sans frontières
58 rue Raulin - 69 361 Lyon cedex 07
tél. 04 78 69 67 87 - c.mainenti@avsf.org
www.avsf.org

édito

FORMATIONS

CESH : « Coopération civilo-militaire »

Cette formation qui aura lieu du 24 au 28 novembre 2008 à Lyon, s'adresse à tous les acteurs de l'humanitaire, militaires, personnels médicaux et paramédicaux, opérateurs politiques et techniques, désirant s'engager dans des actions humanitaires. Une rencontre entre deux mondes qui interagissent sur le terrain humanitaire (conflits armés, catastrophes), pour mieux comprendre et agir.

Pour plus d'informations

Centre Européen de Santé Humanitaire
Université Claude Bernard Lyon 1
50 avenue Tony Garnier - 69 007 Lyon
tél. 04 37 28 74 57 - information@cesh.org
www.cesh.org

Formations aux missions médicales

Chaque année l'AMM propose 4 formations à des personnels de santé désirant travailler dans les pays tropicaux en développement. La prochaine formation est destinée aux personnes possédant un diplôme de santé (infirmiers, médecins, sages-femmes, pharmaciens, etc.) pour une première approche ou un recyclage sur le thème : « Pathologie Tropicale & Santé Communautaire », du 29/09/08 au 19/12/08. Cette formation est sanctionnée par un certificat délivré par l'Université catholique de Lyon après contrôle des connaissances acquises. Ce diplôme atteste d'une compétence reconnue et exigée par les pays en développement et par les ONG.

Pour plus d'informations

A.M.M. - 74 rue d'Ypres - 69 004 Lyon
tél. 04 78 30 69 89 - contact@ammformation.org
www.ammformation.org

Centre International d'Études pour le Développement Local (CIEDEL)

Pour la rentrée, le CIEDEL vous propose quatre formations courtes autour de deux axes : analyser et capitaliser.

- Diagnostic des stratégies d'acteurs de développement sur un territoire
6/10/08 au 14/11/08
- Capitalisation des expériences de développement - 24/11/08 au 12/12/08
Concevoir, conduire, accompagner et évaluer des actions et des dispositifs
- Coopération décentralisée, le rôle des collectivités locales dans la coopération au développement - 6 au 24/10/08
- Gérer les conflits au service du développement
27/10/08 au 7/11/08

Pour plus d'informations

Stéphanie Latreille - tél. 04 72 77 87 50
ciedel@univ-catholyon.frwww.ciedel.org

ACTUALITÉ INSTITUTIONNELLE

AU PLAN RÉGIONAL

GIP RESACOOOP : renouvellement de la présidence

Lors de leur assemblée générale du 29 avril 2008, les quatorze membres du GIP RESACOOOP ont procédé au renouvellement de la présidence du conseil d'administration. Jean-Philippe Bayon, vice président du conseil régional Rhône-Alpes, en charge de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale, a été réélu président du conseil d'administration, de même que Véronique Pascal, administratrice d'Agronomes et Vétérinaires sans frontières, à la fonction de vice présidente.

AU PLAN NATIONAL

Délégation à l'action extérieure des collectivités locales

Chaque région française dispose d'un interlocuteur privilégié au sein de la Délégation à l'action extérieure des collectivités locales (DAECL) qui, rappelons-le, gère les cofinancements de la coopération décentralisée. C'est M^{me} Martine Zejgman, adjointe au délégué pour l'action extérieure des collectivités locales, qui suit les demandes de subvention des collectivités locales de la région Rhône-Alpes.

Pour plus d'informations

martine.zejgman@diplomatie.gouv.fr - tél. 01 53 69 35 05 - Secrétariat : 01 53 69 34 41 ou 36 41

RGPP et MAEE

Diminuer la dépense publique tout en renforçant l'efficacité et la qualité de l'action publique, tel est l'objectif assigné à la « Révision générale des politiques publiques » (RGPP) lancée par le gouvernement en juillet 2007. Le Ministère des affaires étrangères et européennes n'échappe pas à la règle et devrait connaître très prochainement une nouvelle restructuration qui aura notamment un impact sur le dispositif d'appui à la coopération non gouvernementale. La DGCID (Direction générale de la coopération internationale et du développement) se recentrerait sur un rôle de définition des stratégies et de pilotage des opérateurs, toutes ses actions opérationnelles étant transférées vers l'opérateur dit « pivot » de l'aide publique au développement : l'Agence française de développement (AFD).

La Délégation à l'action extérieure des collectivités locales (DAECL) devrait rester au sein de la DGCID. Il reste par contre une grande incertitude sur le sort de la Mission à l'action internationale des ONG qui pourrait voir ses prérogatives transférées à l'AFD.

AU PLAN EUROPÉEN

Roumanie: bourse à projets de la coopération décentralisée du MAEE

Le Ministère des affaires étrangères et européennes (MAEE) dispose d'une bourse-projets de la coopération décentralisée qui permet de recenser les demandes des pays partenaires de la France, parmi lesquels la Roumanie occupe une place privilégiée. Les collectivités locales roumaines sont ainsi invitées à présenter, via l'Ambassade de France en Roumanie, les projets de développement local concrets qu'elles mènent ou souhaitent mener avec des partenaires français en Roumanie. Ces projets détaillés sont mis en ligne sur le site du MAEE et peuvent être directement consultés par les collectivités territoriales françaises depuis le mois de juin. L'objectif est de faire émerger de nouvelles coopérations ou de renforcer celles déjà existantes. Les collectivités françaises pourront en effet trouver directement des partenaires sur des projets de préoccupation commune ou simplement être tenus informés des actions menées par leurs partenaires actuels, mais aussi déposer des dossiers de demande de subventions. Les collectivités locales roumaines intéressées par cette bourse sont priées de transmettre au Service de coopération et d'action culturelle les détails des projets de développement susceptibles d'intéresser des collectivités territoriales françaises (coordonnées de la collectivité locale roumaine, coordonnées de la collectivité française partenaire si elle existe, présentation de la situation géographique, socio-économique locale de la collectivité, descriptif du projet mené ou prévu présentant son contexte, historique et calendrier d'exécution).

Pour plus d'informations

Jérôme Duplan - chargé de mission communication auprès du Délégué AECL - MAEE

jerome.duplan@diplomatie.gouv.fr - www.diplomatie.gouv.fr/cncd

Patricia Lesage - chargée de mission pour la coopération décentralisée - Ambassade de France en Roumanie

patricia.lesage@diplomatie.gouv.fr

RECHERCHE DE PARTENAIRES RÉSACOOOP NE FAIT QUE RELAYER

LES RECHERCHES DE PARTENAIRES ET N'EST DONC AUCUNEMENT RESPONSABLE DE LEUR CONTENU.

Burkina Faso

La commune rurale de Toussiana, située dans la région des Hauts Bassins, recherche une collectivité locale en Rhône-Alpes, afin de développer un partenariat de coopération décentralisée. D'une superficie de 560 km², Toussiana regroupe quatorze villages et compte près de 17 000 habitants dont plus de 60 % ont moins de 20 ans. Le conseil municipal, composé de 28 membres, a été élu en avril 2006.

La commune dispose aujourd'hui d'un plan de développement communal, réalisé avec l'appui d'un bureau d'études. Ce plan a priorisé quatre grands axes d'intervention pour la commune :

- une meilleure couverture de l'accès à l'eau potable pour tous les habitants de la commune ;
- la réalisation d'investissement dans le domaine des infrastructures scolaires ;
- la lutte contre l'enclavement de certains villages de la commune ;
- la lutte contre l'érosion des sols.

Pour plus d'informations

Si l'une des annonces parues dans cette rubrique vous intéresse, Corinne Lajarge (clajarge@resacoop.org) est à votre disposition pour fournir des renseignements complémentaires et faciliter la mise en relation.

Bioforce

Prochaines formations courtes proposées par Bioforce à Lyon.

- Gestion de projet s'adresse aux personnes qui souhaitent acquérir des outils en méthodologie de projet pour concevoir, suivre et évaluer un projet de Solidarité internationale.
Tous publics - 3 au 7/11/2008.
- Gestion des ressources humaines s'adresse aux personnes qui souhaitent acquérir des outils et méthodes de management d'équipe dans les contextes spécifiques au milieu de la Solidarité internationale.
Tous publics - 15 au 20/12/2008.
Date limite d'inscription : 1 mois avant le début de la formation

Pour plus d'informations

Laure Vernant - Institut Bioforce Développement
41 avenue du 8 mai 1945 - 69 694 Vénissieux cedex
tél. 04 72 89 76 67 - l.vernant@bioforce.asso.fr
Pour les formations longues : formation@bioforce.asso.fr
www.bioforce.asso.fr/formation/humanitaire.htm

BLOC NOTES

L'AFD et la PFCE: partenariat pour soutenir le commerce équitable

L'Agence française de développement (AFD) et la Plate-Forme pour le commerce équitable (PFCE) développent un partenariat pour soutenir le commerce équitable et renforcer son impact sur le développement des pays du Sud. Elles ont signé le 25 avril dernier, lors du Forum National du Commerce Équitable, un accord cadre de partenariat qui prévoit de :

- développer les études d'impacts et de capitalisation des expériences de commerce équitable menées à ce jour ;
- monter des opérations de construction de nouvelles filières dans les pays du Sud pour impliquer un nombre plus important de producteurs dans les circuits de commerce équitable ;
- organiser des opérations de communication communes pour augmenter la notoriété du commerce équitable et développer de nouveaux marchés.

Dans un contexte de fortes tensions alimentaires au niveau mondial, le renforcement du secteur agricole dans les pays en développement constitue une question de première urgence. Dans ce cadre, le commerce équitable, qui bénéficie aujourd'hui à plus de 35 millions de personnes, petits producteurs et leurs familles, peut devenir un levier important et efficace de développement et de lutte contre la pauvreté dans ces pays. Il permet aussi de renforcer les organisations de producteurs dans leurs compétences techniques et de négociations auprès des pouvoirs publics pour la mise en place de politiques agricoles pertinentes.

Pour plus d'informations

AFD - Laure Weisgerber
tél. 01 53 44 31 31 - weisgerberl@afd.fr
PFCE - Julie Stoll
tél. 01 42 09 05 73 - stoll@commerceequitable.org

Dessalines (Haïti) et la Savoie : un programme pour la souveraineté alimentaire

Haïti est de nouveau sous les feux de l'actualité internationale, à la suite des émeutes de la faim qui ont affecté le pays, au début du mois d'avril, en réaction à la flambée des prix des produits de base. Ces événements rappellent l'importance de l'agriculture paysanne, garante de la souveraineté alimentaire du territoire. C'est dans cette optique et à la demande de ses partenaires que le Département de la Savoie s'est engagé en 2005 dans la réalisation d'un ambitieux programme expérimental d'appui aux petits agriculteurs de la Commune de Dessalines. Bénéficiant du soutien du Ministère français des affaires étrangères et européennes et de l'Union européenne, ce projet conduit avec l'appui technique de la FAO, contribue à la mise en place des conditions nécessaires à l'amélioration durable des capacités des agriculteurs dessaliniens. Formations techniques, acquisition et gestion d'équipements collectifs, micro-crédits, aménagements anti-érosifs, renforcement organisationnel : ce sont aujourd'hui plus de trois cent familles qui sont concernées par les activités du projet. Les bénéficiaires sont appelés à devenir eux-mêmes des agents actifs du développement local autour de la mairie de Dessalines.

Pour plus d'informations

Florence Clairambault - Pays de Savoie solidaires
Savoie Technolac - Bâtiment Aéro - BP 297
73 375 Le Bourget-du-Lac cedex - tél. 04 79 25 28 97
cooperation@paysdesavoiesolidaires.org

Co-Développement.org

Il s'agit d'un site spécialisé sur l'actualité du co-développement et sur sa promotion.

Il entend informer, expertiser, former et promouvoir des actions de « co-développement ». Ce terme, médiatisé à la fin des années quatre-vingt-dix, n'est pas un concept nouveau. Il correspond à l'idée de considérer les migrants comme des acteurs du développement de leur pays d'origine et de leur pays d'accueil. Cette approche intéresse aujourd'hui les institutions étatiques, les organisations internationales et le tissu associatif qui y voient une possibilité de rendre davantage effectives les actions classiques de coopération en faveur du développement. Le co-développement traduit le rapport qu'entretiennent les diasporas avec leur positionnement international. Il exprime le lien créé entre différentes cultures, l'apport d'histoires personnelles et le croisement d'expériences dans une optique de concrétisation de projets, qu'ils soient économiques, sociaux ou culturels. Suivant cette logique, le site invite les internautes à participer collectivement à la construction d'un lien entre le grand public et les structures spécialisées et se veut un espace d'information ouvert aux contributions extérieures.

Pour plus d'informations

Cyril Duchamp - journaliste et président de l'association - cyril.duchamp@co-developpement.org

Vade-mecum sur la Coopération internationale des parcs naturels régionaux

Publié par la Délégation pour l'action extérieure des collectivités locales (DAECL), rédigé par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement et coordonné par la Fédération des parcs naturels régionaux, ce vade-mecum est une première tentative de capitalisation, non exhaustive, des expériences de coopération internationale conduites par les Parcs naturels régionaux et leur fédération. Il s'adresse à l'ensemble de leurs partenaires actuels et potentiels : États, Régions, collectivités territoriales, institutions et acteurs de territoires, en France et hors de France, et vise à guider l'action des Parcs et des collectivités territoriales qui les portent.

Pour plus d'informations • www.diplomatie.gouv.fr/fr/article-imprim.php?id_article=61670

La sécurité alimentaire

C'est le thème central du numéro de mai 2008 de la revue en ligne de l'association Afrique Verte avec au sommaire les articles suivants.

- Pour un moratoire international sur les agro-carburants
- Transformation des céréales locales : relever les défis de la qualité et de la commercialisation
- « Les révoltes pour la nourriture sont aussi un grand espoir », par Jean Ziegler
- La crise alimentaire mondiale
- Les fonds souverains pour secourir l'agriculture vivrière, par Jean Matouk
- L'économie africaine se porte bien mais la pauvreté est endémique
- La nouvelle donne alimentaire mondiale, par Robert B. Zoellick
- La crise alimentaire de la mondialisation
- Les fausses explications de la crise alimentaire dans la presse

Pour plus d'informations • La veille documentaire d'Afrique Verte - n° 16 - mai 2008
www.afriqueverte.org/index.cfm?rub=-1&theme=2&categ=1&actu=85

La tourmente alimentaire

Pour une politique agricole mondiale

L'augmentation récente des prix agricoles est venue relancer les inquiétudes sur l'avenir alimentaire de l'humanité. Face à l'ampleur des défis, il est tentant de croire qu'une révolution technique (OGM, agro-carburants, agriculture de précision guidée par satellite...) fournira des solutions qui dispenseront les sociétés de prendre les mesures politiques et sociales nécessaires. Pourtant le problème, aujourd'hui comme autrefois, est avant tout social et économique et c'est sur sa capacité à produire des lois et des règles intelligentes touchant la gestion de l'eau, du sol, de la biodiversité et des échanges internationaux, que l'humanité doit compter pour assurer tranquillement sa survie alimentaire au XXI^e siècle. Avec une approche originale empruntant à la fois à l'histoire et à l'agronomie, l'auteur se propose de définir une politique mondiale pour l'alimentation de la planète et la sauvegarde de ses ressources.

Pour plus d'informations • Matthieu Calame - Éditions Charles Léopold Mayer - 2008 - 206 pages - 18 € - tél. 01 48 06 48 86 - www.eclm.fr

La pêche sénégalaise à la dérive

Au Sénégal, la pêche joue un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire et constitue aussi la première source de devises du pays avec des exportations qui dépassent le quart des captures. Les causes de mécontentement des pêcheurs sénégalais sont multiples : les droits payés par l'Union européenne pour pêcher dans les eaux sénégalaises ne sont pas utilisés pour réorganiser la filière et l'expansion du tourisme réduit les lieux de débarquement. Plus inquiétante : la taille de poissons qui ne cesse de diminuer, preuve du non-renouvellement des stocks.

Pour plus d'informations • Olivier Aubert - Alternatives économiques - 2008/02 - n° 44-46 - 266 pages.
www.alternatives-economiques.fr/la-peche-senegalaise-a-la-derive_fr_art_683_35302.html

Préserver la biodiversité

Début 2008, un grand défi de notre temps est à l'honneur dans Habbanae : la préservation de la biodiversité. L'homme dépend de la nature pour vivre, se nourrir, se soigner, se chauffer, etc. Paradoxalement, son rôle dans la perte de biodiversité est aujourd'hui avéré et la monoculture industrielle à grande échelle y a une grande part de responsabilités. Mais, si l'agriculture industrielle « à l'occidentale » est l'un des facteurs de disparition des espèces animales et végétales, l'agriculture paysanne peut être un formidable outil de conservation de la biodiversité. Conserver les semences, diversifier les cultures, gérer durablement les ressources productives que sont la terre, l'eau, les forêts, etc. Des options de production à encourager mais qui dépendent aussi de nos choix de consommation.

Pour plus d'informations

Revue Habbanae - Agronomes et Vétérinaires sans frontières - avril 2008 - n° 87 - 8 pages - www.avsf.org

Défendre les agricultures familiales : lesquelles, pourquoi ?

L'agriculture familiale, et plus précisément les agricultures familiales souffrent souvent d'une image négative aux yeux des décideurs politiques du Sud et des donateurs au Nord, car associée notamment à archaïsme et faible efficacité économique. Sur les trente dernières années, les agricultures familiales ont eu tendance à être délaissées de nombre de politiques agricoles des pays du Sud, comme dans les discours des institutions internationales. De fait, on observe dans la plupart de ces pays une inégalité dans l'accès aux ressources publiques entre les agricultures familiales et d'autres formes d'agricultures de type capitaliste, voire plus globalement entre milieu rural et urbain. L'essentiel du budget agricole, déjà souvent faible en comparaison d'autres postes budgétaires (éducation, santé, etc.), est destiné à soutenir des agricultures de type capitaliste, qui renvoient de façon schématique à de grandes exploitations nécessitant des capitaux et un salariat relativement importants. En matière d'accès au crédit ou au foncier par exemple, les décisions politiques tendent à privilégier de manière systématique ces dernières. Or, les agriculteurs familiaux constituent de loin la majorité des agriculteurs dans le monde. Ils contribuent en outre à créer de la richesse, des emplois et à assurer de nombreuses fonctions, de la production de nourriture à l'aménagement du territoire. Ce manque de reconnaissance et de soutien aux agricultures familiales pose la question du devenir de millions d'agriculteurs, mais aussi des modes d'agriculture à soutenir pour construire un développement durable.

Pour plus d'informations • Résultats des travaux et du séminaire organisé par la Commission Agriculture et Alimentation de Coordination SUD - 11 décembre 2007

http://coordinationsud.org/IMG/pdf/Agricultures_familiales.pdf

Altermondialiste, moi ?

S'habiller, se nourrir, s'amuser : qu'on le veuille ou non, chacun de nos actes nous inscrit dans la mondialisation. Celle qui nous permet de manger du couscous à Paris, de voir des films américains à Madagascar, de se connecter avec le monde entier, celle qui rétrécit la planète. Mais celle aussi où 10 heures de travail d'un Chinois valent beaucoup moins que 10 heures de travail d'un Européen. Celle où nous consommons sans compter l'eau pendant que d'autres n'y ont pas accès. Ce petit guide est un outil destiné à ceux qui veulent comprendre l'état de la planète et le rôle des acteurs internationaux comme l'OMC ou le FMI. Il fait également découvrir les actions des sociétés civiles pour un monde plus juste, et donne des pistes pour être citoyen et solidaire au quotidien. Il vient d'être réédité dans une version augmentée et mise à jour.

Pour plus d'informations • Ritimo - ADM - Crid - Nouvelle édition - avril 2008 - 108 pages - 6 €

www.ritimo.org/H/livres.html

Le retour des émeutes de la faim

Jamais le monde n'a été aussi bien nourri. Pourtant, on assiste à la réapparition des « émeutes de la faim ». Si une première explication a été de mettre en avant la concurrence entre biocarburants et cultures alimentaires, d'autres raisons renvoient aux fonctionnements du système alimentaire mondial.

Pour plus d'informations • René-Eric Dagorn - Sciences Humaines - n° 195 - juillet 2008 - p. 24 à 31

Des tickets restaurant pour les bénévoles et volontaires

Les bénévoles et les volontaires pris en charge à 100 % par une association ou une fondation reconnues d'utilité publique, peuvent dorénavant bénéficier de tickets restaurant. Ceux-ci sont exonérés de charges sociales et fiscales pour l'association et la fondation, ont une valeur faciale de titre spécifique au statut de bénévole et de volontaire, sont exonérés d'impôts sur le revenu pour le bénéficiaire, et valables dans le même réseau que Ticket Restaurant, soit 164 000 établissements de restauration en France (boulangeries, traiteurs, restauration rapide...).

Pour plus d'informations

www.ticketrestaurant.fr/cnce/accueil/index.asp

Le Jeu du Notoc

Le jeu du NOTOC est un jeu simple mais pas simpliste, adapté à l'initiation au commerce international et au commerce équitable, et plus généralement au développement rural des pays du « Sud ». Il est destiné en priorité aux étudiants de l'enseignement supérieur et a été réalisé en collaboration avec l'ENESAD, école d'agronomie de Dijon.

Il s'agit d'un jeu de rôle qui se base sur la réalité de la filière du coton en Afrique de l'Ouest, certains aspects ayant été simplifiés pour rendre le jeu accessible et ludique. La plus grande richesse de ce jeu tient sans doute au fait qu'il laisse la place aux initiatives et rend ainsi chaque partie unique. En permettant aux participants d'expérimenter des situations, il les sensibilise mieux qu'un long discours sur des facettes très diverses du développement : rapports de force entre producteurs et intermédiaires, diversité des leviers pour améliorer la situation des producteurs, intérêts et limites des organisations de producteurs, seuil de survie et seuil de vie durable pour les familles de producteurs, rôles des ONG dans les projets de développement, etc. Le jeu est gratuit et téléchargeable sur internet (pdf de 10 Mo) à l'adresse suivante : www.avsf.org/

Vous pouvez également commander des versions « prêtes à l'emploi » avec des billets de couleurs, des fiches de rôles et des cartes événements plastifiées ou cartonnées.

Pour plus d'informations

M. Frédéric Laloy - Agronomes et Vétérinaires sans frontières - 58 rue Raulin - 69007 Lyon
f.laloy@avsf.org - tél. 04 78 69 67 88

AGENDA

Réseau SILYON et SSI 2008

Le Réseau SiLyon, géré par le Collectif des associations de développement de Rhône-Alpes, coordonne l'organisation de la Semaine de la solidarité internationale dans le département du Rhône. Cette année, il a choisi d'attirer l'attention du grand public sur le thème des migrations.

Dans ce cadre, il propose une formation aux outils de sensibilisation sur le thème des migrations qui aura lieu le mercredi 1^{er} octobre, de 14 h à 17 h, dans les locaux du CCFD. Celle-ci s'adresse prioritairement aux enseignants et leur permettra de découvrir et de s'initier à différents outils pédagogiques, jeux, animations, et expositions, sur le thème des migrations.

Pour plus d'informations

Marion Chardon - Réseau Silyon
Solidarité Internationale Lyon - s/c CADR
202 Chemin de Fontanières - 69 350 La Mulatière
tél./fax: 04 78 51 74 80 - reseausilyon@orange.fr

La Semaine de la solidarité internationale (11^e édition)

Du 15 au 23 novembre 2008, la 11^e Semaine de la solidarité internationale (SSI) vous invite à participer à plus de 5 000 animations originales et conviviales partout en France. Grand rendez-vous national et décentralisé, la SSI est l'occasion pour des milliers d'acteurs (associations, collectivités, écoles, universités, syndicats, comités d'entreprises, etc.) de proposer au public des pistes concrètes pour agir en citoyen solidaire. Promouvoir les droits de l'homme, acheter équitable, épargner et voyager solidaire, respecter l'environnement, s'engager comme volontaire de solidarité internationale, devenir bénévole... toutes les thématiques de la solidarité internationale seront à l'honneur. Marchés équitables, expositions, projections de films, jeux, conférences, repas du monde, ateliers multimédias, concerts... les acteurs de la solidarité internationale vous proposent des animations qui mêlent découverte et réflexion. Car prendre conscience des enjeux qui traversent notre monde, s'engager en faveur de plus de justice et de solidarité... tel est l'objectif de la SSI. Vous pouvez dès à présent consulter le site internet: www.lasemaine.org pour savoir comment y participer, comment organiser une animation ou diffuser une information. Le monde bouge... Et vous ?

FINANCEMENTS

Alliance des Villes: soutien de l'action des collectivités territoriales à l'international

L'Alliance des Villes (Cities Alliance) est un réseau mondial qui rassemble des villes du monde entier et des partenaires de développement, engagés dans la lutte contre la pauvreté et visant la transposition à plus large échelle des expériences urbaines réussies. Au sein de l'Alliance des Villes, les autorités locales sont représentées par Cités et Gouvernements Locaux Unis et Métropoles. Cette initiative de la Banque Mondiale et d'UN-Habitat vise à appuyer la réhabilitation des quartiers pauvres et la promotion des stratégies de développement urbain participatives, par l'intermédiaire de 2 mécanismes de financement.

- Un fonds à usage restreint, composé de dons d'un montant de 40 000 à 500 000 dollars maximum. Il est destiné à soutenir des activités relatives à l'objectif du millénaire de développement: « Améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants des bidonvilles, d'ici à 2020 », dans les pays bénéficiaires d'aide publique au développement.
- Des fonds librement utilisables pour le soutien à des activités, pays ou régions spécifiques et ciblés, comme par exemple l'instrument financier « Villes sans taudis » pour les villes d'Afrique sub-saharienne.

Les fonds sont accordés à des ONG locales et internationales, à des autorités locales, à des entreprises privées et à des organisations de proximité qui représentent les habitants des bidonvilles, à condition notamment que la demande ait été parrainée par un, voire plusieurs membres de l'Alliance.

À ce jour, l'Alliance des Villes a consacré près de 90 millions de dollars à l'appui d'investissements.

Pour plus d'informations • www.cites-unies-france.org/spip.php?article472

Dotations des Solidarités Nord/Sud

Il s'agit d'une aide financière directe proposée aux petites associations de solidarité internationale par l'Agence des micro-projets. Elles se présentent sous forme de bourses de 1500 à 7500 €, destinées à soutenir des projets associatifs de solidarité internationale; elles sont soutenues par le Ministère des affaires étrangères et européennes (service de la MAAIONG) et par une dizaine de partenaires privés. Deux sessions sont organisées chaque année.

Pour les prochaines sessions, les dossiers doivent parvenir à l'Agence des micro-projets:

- avant le 30 septembre 2008 pour les projets dont le démarrage est prévu entre novembre 2008 et avril 2009 ;
- avant le 31 mars 2009 pour les projets dont le démarrage est prévu entre mai et octobre 2009.

Vous pouvez dès à présent consulter la liste des 17 lauréats de la session de printemps 2008 sur: www.la-guilde.org

Pour plus d'informations • L'Agence des micro-projets - Frédéric Marquet - La Guilde - 11 rue de Vaugirard, 75006 Paris - tél. 01 43 26 97 52 - microprojets@la-guilde.org

Appel à projet de la Fondation Ensemble

Cet appel à projets a pour but de soutenir des actions qui participent à la mise en valeur des ressources en terres et en eau disponible. Les projets privilégiés seront ceux qui proposeront des solutions à petite échelle, avec un coût peu élevé, en matière de récolte et de conservation de l'eau, d'irrigation et de drainage. Les techniques acceptées sont celles qui permettent la rationalisation de l'utilisation de l'eau, qui participent à la lutte contre l'érosion des sols (compost, fosses fumières, diguettes filtrantes, haies vives, cordons pierreux, paillage du sol...) et/ou qui introduisent des méthodes d'intensification des cultures respectueuses de l'environnement.

Pour plus d'informations

info@fondationensemble.org - www.fondationensemble.org/index.php/fr/fonds_microproj

Fondation Prince Claus

L'objectif de la Fondation Prince Claus est d'accroître la conscience culturelle et de stimuler les échanges entre culture et développement. La fondation considère l'interaction entre les cultures comme la confirmation du rôle indispensable de la culture dans les processus de développement. Elle apporte sa contribution en tant que spécialiste, met à la disposition de ses partenaires un réseau intéressant et se présente également comme un partenaire financier. La fondation soutient des plates-formes d'échanges culturels en initiant et en subventionnant des conférences, des ateliers, des expositions, des festivals et des réseaux. Par ailleurs, elle subventionne des productions artistiques et des publications, la collection Prince Claus Fund Library et des sites Internet.

Date limite de dépôt: 1^{er} octobre 2008

Pour plus d'informations • www.princeclausfund.org/fr/what_we_do/apply/index.shtml

Commission européenne: appels a propositions 2008 EUROPEAID

Tous les appels sont publiés sur la page: <http://ec.europa.eu/europeaid/cgi/frame12.pl>

Pour plus d'informations • Coordination Sud - Jennie Saint-Sulpice - saintsulpice@coordinationsud.org

Pays et libellés	Références et budgets en euros	Dates dépôts dossiers
Tous les pays ACP : Création, gestion et fonctionnement de l'Observatoire ACP pour la migration	127175/D/ACT/Multi	29 août 2008
Balkans occidentaux : développement d'instruments de contrôle pour les institutions judiciaires et de mise en application de la loi	127072/C/ACT/Multi 1 000 000 €	1^{er} septembre 2008
Amérique latine : Euro-Solar - contrat pour la fourniture de kits d'électrification basés sur l'énergie solaire et éolienne et fourniture de matériels de connexion	126337/C/SUP/Multi	18 août 2008
Asie : réseau des Droits de l'Homme UE - Chine	126960/C/ACT/Multi 1 500 000 €	18 août 2008
Ouganda : renforcement du rôle de la société civile par la promotion des droits de l'homme et de la réforme démocratique et par le soutien à la conciliation pacifique des groupes d'intérêt ainsi qu'à la consolidation de la représentation et la participation politiques.	127128/L/ACT/UG 600 000 €	28 août 2008
Colombie : appui aux initiatives de paix des groupes ethniques, des jeunes et des femmes	127109/M/ACT/CO 5 400 000 €	29 août 2008
Liban : renforcement du rôle de la société civile par la promotion des droits de l'homme et de la réforme démocratique	127056/L/ACT/LB 1 200 000 €	18 août 2008
Mauritanie : travaux de construction et d'équipement du nouveau port minéralier de Nouadhibou	126275/D/WKS/MR	15 septembre 2008
Mali : fourniture et installation de 20 systèmes d'adduction d'eau potable pour le compte du Programme d'appui aux collectivités territoriales pour l'eau potable et l'assainissement (PACTEA) dans les centres semi-urbains des régions de Ségou et Mopti	126290/D/SUP/ML	12 août 2008
Ukraine : développement socio économique pour les districts de la région de Rivne polluée à cause de Tchernobyl	126867/D/SUP/UA	28 août 2008
Soudan : instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme (EIDHR)	127163/L/ACT/SD	31 août 2008
Mexique : instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme (EIDHR)	127147/L/ACT/MX 442 728 €	18 août 2008

Forum EURAFRIC (8^e édition)

Les prochaines rencontres européennes de partenariat avec l'Afrique se dérouleront du 21 au 24 octobre 2008 à la Cité Internationale de Lyon. Elles seront consacrées à l'eau et à l'énergie en Afrique avec pour objectif la promotion du partenariat entre les PME-PMI européennes et les entreprises africaines dans ces deux secteurs. Plus de 20 pays d'Europe et d'Afrique y seront représentés avec 800 participants, un espace expo-entreprises, des conférences, des tables rondes, des ateliers thématiques, des rendez-vous « business to business » qualifiés, et des visites d'entreprises.

Pour plus d'informations

ADEA (Agence de Développement des Entreprises en Afrique)
24 rue Domer - 69007 Lyon - tél. 04 72 73 42 76
info@adeafrance.org - info@eurafric-partners.org
www.adeafrance.org www.eurafric.org

Forum international des caravanes francophones (2^e édition)

La Caravane des dix mots est un projet d'action culturelle autour de la langue française, mené en région Rhône-Alpes depuis 2003 à l'initiative du Théâtre des Asphodèles. En 2006, le projet s'est internationalisé pour donner naissance à d'autres Caravanes dans le monde.

Leur rencontre donne lieu au Forum international des Caravanes francophones qui se tiendra du 1^{er} au 5 octobre 2008 à Lyon. Une façon de célébrer avec les publics lyonnais et rhônalpins l'année européenne du Dialogue interculturel.

Pour plus d'informations

Théâtre des Asphodèles - 115 avenue Lacassagne
69003 Lyon - tél. 04 72 12 04 32
international@caravanedesdixmots.com
www.caravanedesdixmots.com

« L'étrange rencontre » à Ouagadougou

Elle se déroulera au Burkina Faso du 24 au 30 août 2008. Après Cotonou en 2007, c'est Ouagadougou qui accueillera cette année environ 200 jeunes venus d'Europe et environ 300 venus d'Afrique pour échanger et créer des dynamiques communes. Avec trois axes principaux fortement liés: la lutte contre la pauvreté et la construction d'alternatives; la jeunesse et le monde universitaire; et enfin les usages militants des nouvelles technologies (Internet et radios).

Pour plus d'informations

www.etrangerencontre.org

SITE INTERNET

Le Site internet de RESACOOP s'enrichit cet été de deux nouvelles rubriques : « Devenir citoyen du monde » et « Quoi de neuf sur le site ».

Rubrique « Quoi de neuf sur le site ? »

Difficile d'identifier les nouvelles ressources et outils mis en ligne sur le site internet de RESACOOP au fil du temps. Désormais, la nouvelle rubrique « quoi de neuf sur le site » vous permet d'accéder directement aux nouveautés installées sur notre Portail. Elle est signalée en page d'accueil par l'accroche animée : « Quoi de neuf sur le site ? » ou consultable à l'adresse suivante : www.resacoop.org/actualites/quoi_de_neuf.asp

Rubrique « Devenir Citoyen du monde »

Vous trouverez désormais dans cette rubrique de l'information concernant :

- l'éducation au développement à l'école ;
- des outils pédagogiques et les coordonnées de structures ressources au niveau local, national ou international ;
- la présentation de campagnes citoyennes (c'est ici par exemple que les informations régionales concernant la SSI pourront trouver leur place) ;
- un panorama des actions conduites en région Rhône-Alpes pourra vous inspirer à titre individuel ou vous permettre d'initier une démarche collective (en établissement scolaire ou au niveau d'une collectivité locale).

N'hésitez pas à nous donner votre avis sur cette rubrique et à nous faire part d'événements, d'actions ou d'outils pédagogiques qui pourraient l'enrichir.

Pour plus d'informations

Corinne Lajarge - clajarge@resacoop.org
Sandra Gourbeyre - sgourbeyre@resacoop.org

RÉUNIONS

Grand Public et solidarité internationale

La prochaine réunion de RESACOOP aura lieu le mardi 30 septembre dans un lieu encore à déterminer. L'organisation de cette réunion s'inscrit dans la perspective de la préparation de l'édition 2008 de la Semaine de la Solidarité Internationale en Rhône-Alpes. Il sera donc question du travail avec les médias, mais aussi d'échanger avec nos collègues européens travaillant à sensibiliser leurs propres citoyens aux enjeux du développement et de la coopération internationale. Vous recevrez une invitation dès le début septembre.

Pour plus d'informations

Corinne Lajarge - clajarge@resacoop.org

CHANTIER « EACI »

Ouverture des citoyens à l'international

Piloté par l'ADOS, le chantier sur l'ouverture des citoyens à l'international centrera ses activités sur trois dossiers principaux dans les semaines à venir.

- La préparation d'une réunion d'échanges sur le thème « Grand public et Solidarité internationale » qui se tiendra le mardi 30 septembre. L'objectif principal de cette rencontre, ouverte à tous, sera de réfléchir ensemble à la meilleure manière d'ouvrir les citoyens de Rhône-Alpes à la thématique de la solidarité internationale.
- La collaboration avec la Région Rhône-Alpes, la Région Piémont et le Collectif des ONG du Piémont en Italie pour la réponse à un appel d'offre de l'Union européenne sur la thématique de l'éducation au développement. L'idée, portée par les quatre partenaires, est de créer un réseau transfrontalier franco-italien destiné à promouvoir l'intégration des dimensions « développement durable » et « solidarité internationale » dans les programmes d'éducation à l'environnement.
- La finalisation et l'alimentation de la nouvelle rubrique « Devenir citoyen du monde » que vous pouvez consulter sur notre site internet : www.resacoop.org

Pour plus d'informations • Corinne Lajarge - clajarge@resacoop.org

CHANTIER « JEUNES »

Depuis plusieurs mois, les membres du chantier préparent activement un moment important de l'automne 2008 : la rencontre entre réseaux et collectifs départementaux de Rhône-Alpes mobilisés autour des questions de jeunesse et de solidarité Internationale. Celle-ci se déroulera à Chambéry le vendredi 17 octobre avec un premier temps d'échange sur la vie des réseaux puis des échanges autour de thématiques partagées comme l'accompagnement des jeunes porteurs de projets de solidarité internationale, le soutien et la formation de leurs accompagnateurs... Un temps fort de la vie du chantier qui alimentera la réflexion régionale, favorisera la mise en lien et stimulera l'élaboration de futures actions collectives.

Du nouveau du côté de l'Espace Jeunes de notre Portail Internet ! Comme nous vous l'avions annoncé dans la lettre de décembre 2007, vous y découvrirez désormais chaque mois la présentation d'une action rhônalpine destinée aux jeunes ou réalisée par des jeunes. Au menu pour l'été : une présentation du concours solidaire par Bioforce et l'expérience d'un chantier local par le CRIJ.

Pour plus d'informations • David Hacquin - dhaquin@resacoop.org

GROUPE DE TRAVAIL

Économie et Coopération Internationale

Amorcée il y a plus de 10 ans, la réflexion sur la place de l'économie dans la coopération internationale retrouve une nouvelle jeunesse au sein du GIP RESACOOP avec la création du groupe de travail « Économie et Coopération Internationale », pilotée par Frédéric Deshayes, responsable de la Mission internationale et européenne de la Ville de Romans. Depuis avril, le groupe de travail s'est réuni à trois reprises avec comme principal objectif d'identifier et d'explicitier les diverses formes que peut prendre le développement économique dans le champ de la coopération internationale et d'en préciser définition et contenus. Mais aussi de favoriser la rencontre et le dialogue entre acteurs de la solidarité internationale et acteurs économiques - dont les entreprises - de manière à dépasser les « clichés » existant de part et d'autre et à repérer les complémentarités d'actions.

Devant l'étendue des champs à traiter, le groupe de travail a choisi de focaliser d'abord ses travaux sur la prise en compte de la dimension économique dans les actions de coopération des collectivités territoriales. Un premier « état des lieux » a été réalisé afin d'identifier les expériences existantes en la matière ; il se poursuivra par la réalisation d'études de cas qui devraient permettre de tirer des enseignements des expériences les plus significatives. Un rendez-vous sera proposé courant octobre à tous les acteurs rhônalpins pour partager les fruits de ce travail.

Pour plus d'informations • Rose-Marie Di Donato - rmdidonato@resacoop.org
Lucie Carezza - lcarenza@resacoop.org